

UN PEU D'ETHIQUE, CE N'EST PAS DU LUXE !

Ethique = Art de diriger la conduite (Petit Robert).

Dans le cadre de sa campagne « Investissements Hors-jeu », le CCFD-Terre Solidaire rappelle aux investisseurs et tout spécialement aux instances politiques, qu'investir dans un pays exige de répondre à ces questions :

A côté du rendement pour l'entreprise, quels « bénéfiques » les populations locales en tireront-elles ? Quels dégâts définitifs les infrastructures envisagées vont-elles entraîner (économiques,



socioculturels et écologiques)? Quelle consultation en amont a été menée auprès des populations concernées et quelle place sera faite à leur participation ? Quelle contribution fiscale de ces investissements dans le pays ?

Dans le bras de fer, qui l'emportera du pouvoir politique ou des multinationales ?...

...Ce combat éthique urgent et déterminant pour l'avenir, nous le menons avec tous : individus, associations, entreprises, Eglises, Etats.

Sommes-nous d'accord pour que la quête du Bien commun et le respect de la dignité de chaque personne soient premiers dans les décisions à prendre ?

Nous avons besoin d'affirmer des points de repère fondamentaux.

*Guy Aurenche
(Président du CCFD - Terre Solidaire)*

CARTON JAUNE, INVESTISSEMENTS HORS-JEU

« Il est nécessaire de s'opposer aux intérêts économiques à courte vue et à la mentalité de puissance de quelques-uns qui excluent la majorité des peuples du monde. »

(Pape François, intervention à la FAO, juin 2013)

Pour lutter contre la faim et la pauvreté, répondre aux besoins en créant des activités économiques, des richesses, des emplois...les investissements sont indispensables !

Cependant, tous les investissements ne contribuent pas automatiquement au développement économique et social du territoire où ils ont lieu. Au nom de la croissance les investisseurs internationaux se ruent aujourd'hui vers les pays en développement : plus de 600 milliards d'euros y sont investis chaque année dans des projets de toute taille. Autant que dans les pays développés.

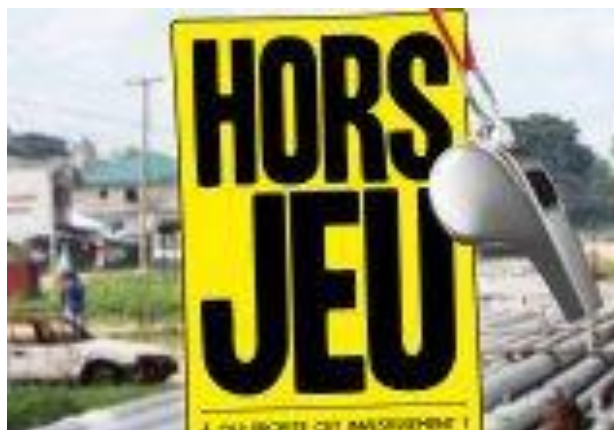
Les États des pays occidentaux (y compris la France) et des grands pays émergents appuient les entreprises nationales afin qu'elles aillent investir à l'étranger. .. (suite page 2)

CARTON JAUNE, INVESTISSEMENTS HORS-JEU (suite)

...Ces investissements sont d'abord pensés pour répondre aux intérêts des investisseurs internationaux eux-mêmes (en majorité des multinationales). Mais que se passe-t-il quand ils ne prennent en compte ni l'avis, ni les besoins des populations vivant sur ces territoires et accaparent des ressources vitales pour elles ? Pire, quand ils violent les droits des habitants et ont des impacts délétères sur leur santé, leur mode de vie ou leur environnement?

Les partenaires du Sud du CCFD-Terre Solidaire sont de plus en plus confrontés à des projets dévastateurs contre lesquels ils se mobilisent.

Tout investissement, surtout s'il se fait au nom du développement, devrait veiller au respect des populations locales et de leurs réalités, de l'éthique et de la justice, et soutenir durablement les potentialités du territoire et des acteurs locaux : c'est la conviction du CCFD-Terre Solidaire et de ses partenaires. Si l'investissement privé international est aujourd'hui incontournable, il se doit de respecter des règles du jeu, en particulier les normes et règles internationales existantes ou en cours d'élaboration. Faire respecter ces règles, c'est l'objet de la campagne «Carton jaune investissements Hors-Jeu ».



Pour que tous les investissements contribuent réellement au développement, les populations doivent être prises en compte. Une étape clé : exiger de l'État français qu'il soit exemplaire tant dans sa pratique nationale, que pour faire progresser les règles et leur prise en compte au niveau européen et international.

Jean Gaudemer, Viroflay

(Toute la campagne sur le site Internet du CCFD : <http://ccfd-terresolidaire.org>)

SOIREE DE LA FINANCE SOLIDAIRE

70 personnes environ se sont déplacées pour participer à la soirée FINANCE SOLIDAIRE le 12 Novembre à Versailles, organisée par les équipes locales du CCFD-Terre Solidaire de Versailles et Viroflay. Nous y avons accueilli :

* **Salma Suleyman** de l'association **ASALA** qui fait un travail remarquable pour soutenir les femmes palestiniennes dans le financement de leurs projets (élevage de lapins, vente de vêtements brodés, création de commerce de proximité,...) et organise des "business clubs" pour elles dans les principales villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Asala est partenaire de la SIDI depuis 5 ans.

* **Laurent Chereau** de la **SIDI** (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement). Créée par le CCFD en 1983, la SIDI soutient des institutions de micro finances dans les pays du Sud qui permettent de donner accès à des prêts pour financer des projets économiques viables à des personnes éloignées des circuits bancaires classiques.

* **Jean Frébourg** de **FINANSOL**. Créé en 1997, FINANSOL promeut le développement de la finance solidaire et labellise les produits d'épargne proposés par les intermédiaires financiers. *Un prochain numéro de « Partager » sera dédié à la finance solidaire.*

Pour plus d'information vous pouvez contacter Bruno Bourgin (bruno.bourgin@orange.fr)

« Nous ne devons pas avoir peur de la solidarité. »
(Pape François, à St Jean de Latran, mai 2013)

LA « VIA CAMPESINA »

Fondée en 1993 la Via Campesina (la voix des paysans et paysannes du monde), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, regroupe actuellement 164 organisations issues de 79 pays et totalise près de 200 millions de paysans et leurs familles.

« Il s'agit du plus grand mouvement social international » insiste Rafael Alegria dirigeant d'une coopérative agricole hondurienne et co-fondateur du réseau.

La dernière grande conférence internationale de la Via Campesina où se retrouvent des représentants du monde entier, s'est tenue cette année à Jakarta, occasion de mettre à jour les analyses du réseau sur l'état de la planète et ses priorités d'action.

Depuis le précédent rassemblement, en 2008 au Mozambique, **les difficultés se sont multipliées pour les populations pauvres**, effets d'une crise alimentaire sans précédent provoquée par la très forte augmentation du prix des céréales et la spéculation sur les denrées agricoles, sans compter les modifications climatiques, hausse des températures et dérèglement des saisons pluvieuses.

Devant ce bilan, le monde paysan a pris conscience d'être l'une des principales victimes.

Des millions d'hectares exploités à petite échelle sont convoités pour réaliser des projets de stockage du CO2, ou encore pour produire des aliments destinés aux pays étrangers, sans oublier la pression exercée par les marchés sur les semences et l'accès à l'eau. « Ce modèle productiviste mène à une impasse et ne résout pas les crises alimentaire, énergétique et écologique, mais il contribue à les entretenir. »

Face à ces enjeux cruciaux, la Via Campesina se trouve en avant-garde et porte une dynamique nouvelle, remarque un ancien ambassadeur de Bolivie et directeur d'une ONG à Bangkok.

La justesse de ses vues et l'importance du réseau mondial que la Via Campesina a su fédérer la rendent capable de peser sur les institutions internationales.

C'est ce que vient d'affirmer le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter : « *Dans le monde, 2,6 milliards de personnes dépendent de la petite agriculture. C'est là qu'il faut investir pour le futur, avec des modèles agricoles qui protègent les écosystèmes. Porteuse de cette vision, la Via Campesina est devenue une référence sur les questions de souveraineté alimentaire* »

Cette reconnaissance vient de sa capacité à concevoir une voie alternative au productivisme forcené, mais surtout de sa capacité à agir concrètement et à expérimenter. Le Mouvement paysan papaye d'Haïti en est un exemple: « *Lors du tremblement de terre de 2010, les options stratégiques que nous partageons avec les membres de la Via Campesina ont été déterminantes pour la survie de notre communauté. Nous organisons l'autonomie agricole depuis des années et nous n'avons pas été dépendants de l'aide internationale qui a inondé le pays de céréales transgéniques.* »

Il en est de même pour la plupart de ses partenaires dans le monde, qui contestent la domination du libre-échange, affichent leur priorité pour la préservation de la nature. **C'est ainsi qu'en moins de 5 ans, au sein du réseau, ont été créés une quarantaine de centres de formation à l'agroécologie.**
(suite page 4)



LA « VIA CAMPESINA » (suite)

L'agroécologie procède à la construction de systèmes agraires autonomes et durables, au profit des communautés paysannes (techniques traditionnelles, ressources locales, parcelles collectives, préservation des semences paysannes...). En Inde, des paysans surendettés par le coût des engrais, pesticides, OGM, ont inventé une « agroécologie à budget zéro ».

« L'agroécologie requiert plus que des techniques. C'est un processus social et un engagement politique, elle contribue à former des meneurs pour les communautés ».

Cette « révolution paysanne » en marche manquerait de sens si elle oubliait la promotion de la femme. La reconnaissance de la place et du rôle des femmes dans sa lutte pour un monde meilleur devient alors aujourd'hui, pour la Via Campesina « une de ses campagnes majeures ».

Janine Corbineau, Vélizy (d'après FdM n° 277)

« EXP'EAU DU MONDE »

EXP'EAU DU MONDE a été créée par l'équipe CCFD-Terre Solidaire de Vélizy avec les étudiants « Gestion et Maîtrise de l'Eau » de l'école TECOMAH (Jouy-en-Josas) et les jeunes de l'aumônerie de Vélizy. Cette exposition a commencé son périple à l'occasion du grand « Bouge Ta Planète » organisé en mars 2012 à Vélizy.

Elle s'est ensuite promenée en mars et avril 2013 à l'Hôtel de Ville de Vélizy où elle a été vue par 350 élèves des écoles (18 classes de primaire et de collège).

Du 12 au 18 septembre 2013, elle a pris l'air du côté de Jouy-en-Josas, Salle du Vieux Marché, jumelée avec l'exposition de Jacques de Givry et de Terre et Cité sur le système de gestion des étangs et rigoles du plateau de Saclay. Une dizaine de classes de primaire (environ 250 élèves) ont pu la voir à leur tour.

Elle a fait une halte du 7 au 18 octobre à l'Hôtel de Ville de Viroflay, jumelée cette fois avec la présentation des projets d'adduction d'eau dans le cercle de Kolokani, projet soutenu par la ville et le groupe Mali du comité de jumelage. Les élèves des écoles primaires (environ 200), accompagnés de leurs professeurs, l'ont visitée.

Enfin, pour sensibiliser le grand public, dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale qui s'est tenue du 16 au 24 novembre, elle a été installée dans une maison de quartier à Versailles.

En sensibilisant jeunes et adultes à l'enjeu de l'accès à l'eau potable, car « pas d'eau, pas de développement », le CCFD-Terre Solidaire est bien au cœur de sa mission d'Education Au Développement.

« EXP'EAU DU MONDE » ... ne demande qu'à poursuivre son chemin !

Elisabeth Allaire, Jouy-en-Josas



**NOUS VOUS SOUHAITONS
UN JOYEUX NOËL DE PAIX
ET FORMULONS POUR VOUS ET VOS FAMILLES
DES VŒUX DE
BELLE ET BONNE ANNEE 2014**